



**PRÉFET
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
Service de coordination des politiques interministérielles
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique**

ARRÊTÉ

**portant abrogation d'arrêté préfectoral de mise en demeure du 7 octobre 2024
Installations classées pour la protection de l'environnement
Société GÉRARD PARICHE SAS à BOUILLANCOURT-EN-SERY**

**LE PRÉFET DE LA SOMME
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1 et L. 514-5 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT, préfet de la Somme ;

Vu le décret du 21 juillet 2023 portant nomination de M. Emmanuel MOULARD, administrateur de l'État du deuxième grade, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 septembre 2025 portant délégation de signature principale à M. Emmanuel MOULARD, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter délivré le 29 juin 2011 à la société GÉRARD PARICHE SAS pour l'exploitation d'une installation de laquage sur verre et de dépolissage de verre à BOUILLANCOURT-EN-SERY et notamment ses articles 3.2.2 et 3.2.3.1 ;

Vu l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 7 octobre 2024 pour les installations qu'elle exploite sur le site précité ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du **09 MARS 2026** donnant acte du changement de la vitesse minimale d'éjection pour le conduit n°3 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées établi à l'issue de la visite d'inspection du 17 octobre 2025 transmis à l'exploitant par courriel du 9 décembre 2025, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Considérant ce qui suit :

1. la société GÉRARD PARICHE SAS a été mise en demeure, le 7 octobre 2024, de se mettre en conformité vis-à-vis des dispositions prévues par les articles 3.2.2 et 3.2.3.1 de l'arrêté préfectoral

d'autorisation d'exploiter du 29 juin 2011 pour les installations qu'elle exploite sur le site précité ;

2. au cours de la visite d'inspection du 17 octobre 2025, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant avait mis en œuvre les actions correctives et transmis les éléments nécessaires permettant de lever les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 7 octobre 2024 ;

4. compte-tenu de ces éléments, les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 7 octobre 2024 peuvent être abrogées ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

ARRÊTE

ARTICLE 1. OBJET

Dès la notification du présent arrêté, les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 17 octobre 2025 délivré à la société GÉRARD PARICHE SAS pour les installations qu'elle exploite sur le territoire de la commune de BOUILLANCOURT-EN-SERY sont abrogées.

ARTICLE 2. PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Somme pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 3. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Amiens 14 rue Lemerchier à AMIENS (80000), dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application «Télérécours citoyen» accessible sur le site www.telerecours.fr.

ARTICLE 4. EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de la Somme, le sous-préfet d'Abbeville, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France et l'inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société GÉRARD PARICHE SAS.

AMIENS, le 09 MARS 2026

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général



Emmanuel MOULARD